

ROYAUME DU MAROC



**AIRPORTS
OF MOROCCO**
مطارات المغرب

DOSSIER DE CONSULTATION

**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 095/26/CO/ONDA**

**Formation de maintien des compétences en anglais
aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation
aérienne de l'Office National des Aéroports**

TABLE DES MATIERES

AVIS DE CONSULTATION	4
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	2
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	2
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION	2
ARTICLE 03 : MAITRE D’OUVRAGE	2
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES	2
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 06 : DEMANDE D’ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS	3
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 08 : LANGUE DE L’OFFRE	4
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L’APPROBATION	6
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	6
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 16 : ADJUDICATION DE LA CONSULTATION ET CONCLUSION DU CONTRAT	8
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION	8
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	8
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	9
ANNEXE I : MODELE DU BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT.....	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX.....	5
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 08 : RESILIATION	6
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION.....	7
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	7

ARTICLE 13 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES.....	8
ARTICLE 15 :	MODIFICATION DU CONTRAT	8
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES GENERALES		9
ARTICLE 16 :	MAITRE D'ŒUVRE.....	9
ARTICLE 17 :	DUREE DU CONTRAT	9
ARTICLE 18 :	REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 19 :	MODE DE PAIEMENT	9
ARTICLE 20 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF :	10
ARTICLE 21 :	PENALITES.....	10
ARTICLE 22 :	RECEPTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 23 :	CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 24 :	PROPRIETE INTELECTUELLE ET INDUSTRIELLE	11
ARTICLE 25 :	COMMUNICATION DE CRISE	12
ARTICLE 26 :	CESSION ET SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 27 :	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 28 :	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	13
ARTICLE 29 :	ASSURANCES ET RESPONSABILITES.....	13
CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES		15
ARTICLE 30 :	CONTEXTE GENERAL	15
ARTICLE 31 :	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	15
ARTICLE 32 :	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 33 :	EXIGENCES DE L'ORGANISME DE FORMATION	16
ARTICLE 34 :	PLANNING DE FORMATION.....	16
ARTICLE 35 :	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	16
ARTICLE 36 :	SUIVI DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT	17
ARTICLE 37 :	LOGISTIQUE DE LA FORMATION.....	17
ARTICLE 38 :	EVALUATION DE LA FORMATION	18
Annexe I : Contenu de la formation de maintien des compétences à titre indicatif :_____		19

**AVIS DE CONSULTATION
OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N°095/26/CO/ONDA**

Le **vendredi 12 juin 2026 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'appel d'offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à la consultation ouverte sur offres de prix concernant : **Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports.**

Le dossier de la consultation peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de **1 500 000,00 DH**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du règlement de la consultation.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) au plus tard le **vendredi 12 juin 2026 à 09h00** ;
- 2) Soit les remettre au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis**.

ROYAUME DU MAROC



**AIRPORTS
OF MOROCCO**
مطارات المغرب

REGLEMENT DE CONSULTATION

**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 095/26/CO/ONDA**

**Formation de maintien des compétences en anglais
aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation
aérienne de l'Office National des Aéroports**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	2
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION	2
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE	2
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES	2
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS	3
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	6
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	6
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 16 : ADJUDICATION DE LA CONSULTATION ET CONCLUSION DU CONTRAT	8
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION	8
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	8
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	9
ANNEXE I : MODELE DU BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	1

REGLEMENT DE CONSULTATION

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement concerne la consultation relative à : **Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports.**

La consistance des prestations demandées figure dans le Cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION

Le contrat qui sera issu de la présente consultation sera passé dans les formes et selon les règles du droit commun tel que défini à **l'article 4, paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maitre d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES

Dans tout ce qui suit :

Les termes « Autorité compétente », « Maitre d'ouvrage », « Acheteur », « Office » et « ONDA » désignent l'Office National des Aéroports ;

Les termes « Candidat », « concurrent » et « soumissionnaire » désignent toute personne physique ou morale répondant à la consultation ;

Les termes « contractant », « consultant », « société », « fournisseur », « titulaire » et « prestataire » désignent l'attributaire du contrat.

ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation comprend :

1. L'avis de la consultation ;
2. Le règlement de la consultation ;
3. Le cahier des prescriptions spéciales ;
4. Le modèle du Bordereau des prix - Détail estimatif ;
5. Tout autre modèle joint au présent dossier.




Le concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation. Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

Bien que non jointes au dossier de la consultation, le concurrent est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au contrat objet de la présente consultation.

Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander à l'ONDA, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma

Cette demande n'est recevable que si elle parvient à l'ONDA au moins **03 jours ouvrables** avant la date prévue pour la séance d'ouverture de plis.

Aussi, toute réclamation d'un concurrent doit être introduite **à partir de la date de la publication** de l'avis de la consultation ou de l'envoi des lettres circulaires y afférentes, le cas échéant et **au plus tard cinq (05) jours** après avoir pris connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre qui lui ont été notifiés par le maître d'ouvrage conformément à l'**article 18 « RESULTATS DE LA CONSULTATION »** ci-après.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

ARTICLE 07 : MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement ou réclamation formulée par un concurrent, l'ONDA peut modifier par voie de rectificatifs le dossier de la consultation sans en changer l'objet.

La modification sera notifiée par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine à tous les concurrents qui auront retiré les documents de la consultation et leur sera opposable.

Lorsque les modifications nécessitent le report de la date prévue pour la réunion de la commission d'ouverture des plis, ce report fera l'objet d'une publication, ou l'envoi d'une lettre,

et sera notifié par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine aux concurrents ayant retiré le dossier de la consultation.

ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par un traducteur agréé/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Aussi, en cas de divergence entre la traduction française et le document original, la version française prévaut.

Seules les attestations de référence et les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**.

ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, **en plus du Cahier des prescriptions spéciales paraphé à chaque page et signé à la dernière page par le concurrent**, les pièces suivantes :

- **Un dossier administratif.**
- **Un dossier de qualifications professionnelles.**
- **Un dossier additif, le cas échéant.**
- **Une offre technique, le cas échéant.**
- **Une offre financière.**

I. Le dossier administratif comprend :

A1. La ou les pièces justifiant **les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- **S'il s'agit d'une personne physique** agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
- **S'il s'agit d'un représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;

- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

A2. En cas de groupement, un exemplaire légalisé de la convention de la constitution du groupement doit être présenté. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement (Solidaire ou conjoint), le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

II. Le dossier de qualifications professionnelles comprend :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier de qualifications professionnelles composé des pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

III. Le dossier additif comprend :

Lorsque le dossier additif est exigé, les concurrents doivent fournir toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

IV. L'offre technique comprend :

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée, les concurrents doivent fournir toutes les pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-après (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

V. L'offre financière comprend :

F1. Le bordereau des prix-détail estimatif et le cas échéant, le sous-détail des prix ou tout autre document exigé, établis conformément aux modèles du dossier de la consultation, dûment signés et cachetés par le représentant habilité à engager le concurrent.

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'offre du concurrent doit être présentée en un seul exemplaire sous **un pli fermé** et **cacheté** portant :

- Le nom, l'adresse électronique et l'adresse du concurrent ;
- L'objet et la référence de la consultation ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- La liste des dossiers et/ou des pièces contenues dans le pli ;
- L'avertissement que « **le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission lors de la séance d'ouverture des plis** ».

Ce pli doit contenir **toutes les pièces énumérées au niveau de l'article 9 ci-dessus « Contenu des dossiers des concurrents »** :

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, à la **Cellule Interface Achats au Département des Achats, situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'aéroport Casablanca Mohammed V-Nouaceur) ;**
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis de la consultation pour la séance d'ouverture des plis.

NB : Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire n'est pas exigé dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, la commission de l'ouverture des plis estime ne pas être en mesure d'exercer son choix, l'ONDA peut proposer, par lettre avec accusé de réception ou par courriel la prolongation de ce délai. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre ou par courriel adressés à l'ONDA restent engagés pendant ce nouveau délai.

L'approbation du contrat doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa du présent article, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du contrat.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis de l'ONDA.

Lorsque l'ONDA décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé au paragraphe 3 du présent article, lui proposer par lettre avec accusé de réception, par courriel ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par l'ONDA.

ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée à l'ONDA.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues dans le présent règlement, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'ouverture, l'examen et l'évaluation des offres des concurrents se feront comme suit :

Étape 1 : Ouverture des plis ; séance publique.

L'ouverture des plis contenant les dossiers administratifs, les dossiers de qualifications professionnelles et les dossiers additifs le cas échéant, les offres techniques le cas échéant et les offres financières de tous les concurrents **se fera de manière simultanée.**

Étape 2 : Examen et évaluation des offres, à huis clos ;

Dans cette étape, la commission s'assure **de la présence et de la conformité** des pièces des dossiers administratifs, des dossiers de qualifications professionnelles, des dossiers additifs le cas échéant, des offres techniques le cas échéant et des offres financières fournies par les concurrents.

L'évaluation de la conformité des offres des concurrents est effectuée suivant les exigences du présent règlement de consultation et du cahier des prescriptions spéciales.

La commission peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou constituer une sous-commission pour analyser les offres des concurrents.

La commission peut demander par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs offres, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans lesdites offres.

De même et dans l'objectif d'assurer l'efficacité de la commande publique et de garantir le choix de l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse pour l'ONDA, la commission se réserve le droit de demander, **lorsqu'elle juge opportun, au concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse, tout éclaircissement, confirmation, rectification, levée de discordance, traduction de documents ou complément de dossier concernant son offre**, par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA.

De ce fait, les éléments de réponse du concurrent et le cas échéant, les pièces produites par lui suite à la demande de la commission, doivent être fournis **selon les conditions fixées** dans la demande de ladite commission.

La commission écarte tout concurrent dont l'offre ayant une insuffisance sur l'un des éléments exigés au niveau **de l'article 9 « Contenu des dossiers des concurrents » ci-dessus et/ou** n'ayant pas donné une suite favorable à la demande de la commission mentionnée dans les **paragraphes 4 et 5** de la présente étape.

À l'issue de cette étape, la commission propose à l'autorité compétente de retenir **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

NB : La commission se réserve le droit, si nécessaire, de demander au maître d'ouvrage de procéder à l'authentification des pièces fournies par un concurrent.

ARTICLE 16 : ADJUDICATION DE LA CONSULTATION ET CONCLUSION DU CONTRAT

Après admission des concurrents à l'issue de **l'étape 2 de l'article 15 ci-dessus et adjudication de la consultation**, le contrat sera conclu, avec le concurrent ayant proposé **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission, pour départager les concurrents, procède entre eux à un tirage au sort.




ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION

L'autorité compétente peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure de la passation du contrat, annuler la consultation. En cas d'annulation, les concurrents ou l'attributaire ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION

Le maître d'ouvrage informe, **par lettre avec accusé de réception, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**, le concurrent attributaire du contrat de l'acceptation de son offre. Cette notification est adressée dans un délai maximum **de quinze jours (15) jours** à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Aussi, tout concurrent qui désire prendre connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre peut en faire la demande au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique, exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	Boite postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au plus tard **trente (30) jours** suivant la date d'ouverture des plis.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de la consultation

Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports.

Article 09-II : Contenu des dossiers des concurrents – Dossier de qualifications professionnelles

C1. Une **note** indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement :

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet de la présente consultation. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**Minimum 900 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom du signataire ;
- La qualité du signataire ;
- L'appréciation du signataire ;
- L'année de réalisation (**Date réception entre 2016 et 2026**).

NB : Les attestations de référence délivrées dans le cadre de la sous-traitance ne sont pas acceptées sauf si elles ont été délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés en tant que clients finaux. Les attestations de référence exigées ne doivent pas concerner le même client final.

Article 09-III : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 09-IV : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée.

Articles 15 & 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du contrat

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DU BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° : 095/26/CO/ONDA

Objet : Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports

N° Prix	Désignation	UDM	Qté (A)	Prix Unitaire (Hors TVA) en chiffres (B) (*) (**)	Prix Total (Hors TVA) en chiffres (C) = (A x B)
1	Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports (Groupe de 15 personnes maximum)	Groupe	50		
MONTANT TOTAL HORS TVA (D)					
MONTANT TVA 20% (E)					
MONTANT TOTAL TVA COMPRISE (F) = (D + E)					

Signature et cachet du prestataire

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie.

()** Le prix unitaire est un forfait par groupe et pour une durée de 5 jours ouvrables.

ROYAUME DU MAROC



**AIRPORTS
OF MOROCCO**
مطارات المغرب

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 095/26/CO/ONDA**

**Formation de maintien des compétences en anglais
aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation
aérienne de l'Office National des Aéroports**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 08 : RESILIATION	6
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	7
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	8
ARTICLE 15 : MODIFICATION DU CONTRAT	8
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES GENERALES	9
ARTICLE 16 : MAITRE D'ŒUVRE	9
ARTICLE 17 : DUREE DU CONTRAT	9
ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT	9
ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF :	10
ARTICLE 21 : PENALITES	10
ARTICLE 22 : RECEPTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 23 : CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 24 : PROPRIETE INTELECTUELLE ET INDUSTRIELLE	11
ARTICLE 25 : COMMUNICATION DE CRISE	12
ARTICLE 26 : CESSIION ET SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 27 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	13
ARTICLE 29 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	13
CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	15
ARTICLE 30 : CONTEXTE GENERAL	15
ARTICLE 31 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	15

ARTICLE 32 :	CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 33 :	EXIGENCES DE L'ORGANISME DE FORMATION	16
ARTICLE 34 :	PLANNING DE FORMATION.....	16
ARTICLE 35 :	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	16
ARTICLE 36 :	SUIVI DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT.....	17
ARTICLE 37 :	LOGISTIQUE DE LA FORMATION.....	17
ARTICLE 38 :	EVALUATION DE LA FORMATION.....	18

Annexe I : Contenu de la formation de maintien des compétences à titre indicatif :__ 19

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, établissement public à caractère commercial et industriel représenté par son Directeur Général **M. ADEL EL FAKIR**, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V Nouaceur.

Désigné ci-après par « ONDA » ou « autorité compétente » ou « maitre d'ouvrage »

D'une part,

ET :

La société :

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Désignée ci-après par « Le prestataire » ou « titulaire » ;

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet : **Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports**, tel que décrit dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT

Le présent contrat est passé dans les formes et selon les règles du droit commun, tel que défini à **l'article 4 paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent contrat sont :

- 1) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 2) Le Bordereau Des Prix- Détail estimatif.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent contrat, le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par lui et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du contrat et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération par l'ONDA.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent contrat est soumis aux prescriptions qui lui sont applicables notamment celles définies par :

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation concernant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE

Pour tous les actes relatifs au présent contrat, le titulaire fait élection de domicile au lieu de son siège social. Le titulaire est tenu de notifier à l'ONDA tout changement de l'adresse de son siège social.

ARTICLE 07 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du contrat, sur demande et sans frais, une copie du contrat portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du contrat, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du contrat ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 08 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire est défaillant ou en cas de la non-exécution des clauses du présent contrat, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de remédier à la défaillance et satisfaire à ses obligations, si la défaillance qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le contrat pourra être résilié sans aucune indemnité pour le titulaire et l'ONDA se réserve le droit d'appliquer les mesures coercitives prévues ci-après sans s'y limiter :

- La confiscation du cautionnement définitif lorsqu'il est exigé par le contrat ;
- Le prélèvement du montant correspondant à la réparation des éventuelles imperfections ou malfaçons constatées, au prorata, sur le montant de la retenue de garantie lorsqu'elle est exigée par le contrat et le cas échéant, sur les sommes qui peuvent être encore dues au titulaire sans préjudice des droits à exercer contre lui par tout autre moyen de recouvrement.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le contrat dans le cas de modifications substantielles ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent contrat

Par ailleurs, en cas de résiliation du contrat par l'ONDA, le règlement des sommes dues tiendra compte du montant des prestations effectivement réalisées et réceptionnées suivant les prescriptions contractuelles.

Le contrat pourra être résilié, à tout moment et dans les mêmes conditions, en cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini par le Dahir des Obligations et des Contrats (DOC) et en cas de fait du prince. Chacune des Parties prend l'engagement ferme d'informer l'autre dès la survenance de l'un des événements constituant une force majeure au sens du Dahir des Obligations et Contrats (DOC).

La résiliation du contrat pourra être prononcée d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

Après sa signature par le titulaire et son approbation par l'autorité compétente, le présent contrat entrera en vigueur à compter de sa notification audit titulaire.

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE

Constitue un cas de force majeure au sens du Dahir des Obligations et Contrats (DOC), tout événement imprévisible et irrésistible de la volonté des Parties contractantes et en dehors de leur contrôle, et rendant impossible l'exécution de leurs obligations respectives.

Si des événements de cas de force majeure rendent impossible ou retardent l'exécution des obligations des parties contractantes, de tels manquements ne sont pas considérés comme une violation du présent contrat.

En cas de force majeure, la partie concernée est tenue d'informer, sans délai, l'autre partie de la survenance dudit événement.

En cas d'arrêt des prestations par suite de cas de force majeure, les Parties se concerteront dans les délais les plus brefs sur les mesures à prendre.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis au tribunal administratif de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le contrat sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent contrat à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** calendaires à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la législation en vigueur. Les frais d'enregistrement du marché sont à la

charge du titulaire qui doit s'informer auprès de l'administration fiscale marocaine sur les droits d'enregistrement et les sanctions y afférentes applicables.

L'original du contrat enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par un prestataire non-résident sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du contrat. Pour les Entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au taux de **20%** sur le prix de ces prestations.

ARTICLE 15 : MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification aux clauses du présent contrat ne peut intervenir que par écrit et après acceptation par les deux parties contractantes dans le cadre d'un avenant.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

ARTICLE 16 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent contrat est le **Pôle Navigation Aérienne**.

ARTICLE 17 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est valable pour une durée **d'une (1) année**, à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Ne sont pas intégrés dans cette période les délais de validations des livrables.

ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX

Les prix du présent contrat sont fermes et non révisables.

ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT

L'Office National Des Aéroports se libérera des sommes dues en exécution du contrat en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire détaillé ci-après :

Banque	
Agence	
RIB/IBAN	

Les paiements seront effectués sur la base des réceptions des prestations au fur et à mesure de leur exécution. Les réceptions seront matérialisées par des attestations de service fait.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre- vingt-dix (90) jours fin de mois** à compter de la date de la réception des prestations demandées et sur présentation de factures en cinq exemplaires et ce, suivant les modalités ci-après :

- **100% du montant unitaire pour le nombre des actions de formation effectuées.**

Le paiement partiel est autorisé.

❖ Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation de la prestation de services requis ;
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur ;
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement ;
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF :

Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial du contrat.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente **(30) jours** qui suivent la notification de l'approbation du contrat. Si le Titulaire ne réalise pas ce cautionnement dans ce délai, il lui sera appliqué une pénalité d'**un pour cent (1 %)** du montant initial du contrat.

Toute caution présentée sous forme de cautions personnelles et solidaires doit contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 21 : PENALITES

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent contrat ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par ce contrat, il lui sera appliqué par jour de retard, une pénalité **de cinq pour mille (5%)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Par ailleurs, les pénalités ne libèrent pas le prestataire de ses autres obligations et responsabilités au titre du contrat.

Les retards n'incombant pas au prestataire ne donneront pas lieu à des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités applicables au titre de ce contrat est plafonné à **dix pour cent (10 %)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder de plein droit à la résiliation du contrat y compris ses avenants. Sans qu'il ne soit tenu d'aucune formalité préalable ou de préavis.

Les pénalités seront déduites des sommes dues aux prestataires sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 22 : RECEPTION DES PRESTATIONS

1. RECEPTIONS PARTIELLES

Il peut être procédé par le Pôle Navigation Aérienne aux réceptions partielles des prestations réalisées après validation du rapport de formation par le comité de suivi désigné par le maître d'œuvre à cet effet.

2. RÉCEPTION GLOBALE ET DÉFINITIVE

À la fin de la prestation, le comité de suivi du projet procédera à la réception globale et définitive du présent contrat. Un procès-verbal de réception globale et définitive sera établi à cet effet.

ARTICLE 23 : CONFIDENTIALITE

- Documents et information concernant le présent contrat

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera

concernant ce contrat, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du contrat.

Les informations transmises à une telle personne seront traitées de manière confidentielle et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document quel que soit le support autre que le contrat lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

▪ Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujéti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent contrat, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le contrat et demander des indemnisations suite aux préjudices subis.

▪ Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

ARTICLE 24 : PROPRIETE INTELECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Tous les livrables, supports visuels, créations graphiques, contenus textuels, vidéos, scripts, maquettes, interfaces, éléments graphiques, audiovisuels, textuels ou numériques, éléments de communication et tout autre document ou production réalisés dans le cadre du présent contrat sont la propriété exclusive de l'ONDA dès leur validation finale et le paiement intégral des prestations y afférentes. Le prestataire cède à l'ONDA, à titre exclusif, définitif, gratuit et irrévocable l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents auxdits livrables, notamment les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation, de traduction, d'exploitation, de diffusion sur tout support (papier, numérique, audiovisuel, etc.) et pour toute durée de protection légale.

Le prestataire garantit que les livrables sont originaux, qu'il détient les droits nécessaires pour cette cession, et qu'ils ne portent pas atteinte aux droits de tiers. En cas de recours d'un tiers, le prestataire assumera seul les conséquences financières et juridiques.

Cette cession est valable sans limitation du territoire, pour toute la durée de protection des droits par la législation applicable. Le présent contrat couvre également les droits afférents à la propriété industrielle et commerciale, y compris, sans s'y limiter :

- Les marques, logos, slogans, dessins et modèles, noms commerciaux, enseignes, maquettes, ou tout autre élément distinctif créé ou utilisé dans le cadre de l'exécution des prestations.

- Les droits éventuels sur les concepts, méthodes ou savoir-faire développés spécifiquement pour les besoins de l'ONDA.

Ces droits sont cédés à l'ONDA dans les mêmes conditions prévues ci-dessus.

Le prestataire s'interdit expressément de :

- Reproduire, réutiliser adapter, modifier ou exploiter, directement ou indirectement, tout ou partie des livrables et créations réalisées dans le cadre du présent contrat pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers ;
- Les céder ou les communiquer à des tiers sans autorisation préalable et écrite de l'ONDA ;
- Les utiliser à des fins de promotion ou de présentation de son portefeuille client.

Ces obligations de cession et de non-contestation des droits et d'interdiction demeureront applicables même après la fin du contrat, quelle qu'en soit la cause, sans limitation de durée.

ARTICLE 25 : COMMUNICATION DE CRISE

Toute communication réalisée en situation de crise ou d'urgence doit faire l'objet d'une validation écrite préalable de l'ONDA. Le Prestataire ne peut prendre aucune initiative publique ou publication sans accord exprès de l'ONDA.

ARTICLE 26 : CESSION ET SOUS-TRAITANCE

- **Cession du contrat :**

Le présent contrat ne peut être cédé, en totalité ou en partie, à un tiers, sans l'autorisation écrite, préalable et expresse de l'ONDA.

Toute cession effectuée en violation de cette disposition est nulle et non avenue. Elle peut entraîner la résiliation de plein droit du contrat, sans préjudice des dommages-intérêts que l'ONDA pourrait réclamer au prestataire.

- **Sous-traitance :**

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie l'exécution d'une partie de son contrat à un tiers.

Le recours à la sous-traitance est interdit, sauf autorisation écrite, préalable et expresse de l'ONDA.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité.

Dans le cas où une sous-traitance partielle est autorisée, le prestataire demeure seul responsable envers l'ONDA de la bonne exécution de l'ensemble des prestations, y compris

celles réalisées par le(s) sous-traitant(s) autorisé(s). Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous- traitants.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du contrat tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le prestataire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants les obligations contractuelles découlant du présent contrat, notamment en matière de qualité, de délais, de confidentialité et de propriété intellectuelle.

L'ONDA se réserve le droit d'exiger, à tout moment, le remplacement d'un sous-traitant dont les prestations seraient jugées insatisfaisantes ou non conformes aux exigences du présent contrat.

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la date de l'accusé de réception.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut ni dépasser **cinquante pour cent (50 %)** du montant du contrat, ni porter sur les prestations qui seront définies par le maître d'ouvrage et communiquées au titulaire lors de l'exécution du contrat.

ARTICLE 27 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toute information transmise ou détenue par les parties à l'occasion de la mise en œuvre du présent contrat qui contiendrait, à quelque titre que ce soit, des éléments reconnus par la loi n° 09-08 relative à la protection des données physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel comme liés à la vie privée ou ayant un caractère personnel, ne pourra être utilisée par les parties qu'aux seuls fins explicitement prévues lors de sa communication.

Les Parties garantissent la confidentialité des données à caractère personnel qu'elles pourraient traiter dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Chaque partie s'engage pleinement dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes. Ainsi, les parties s'engagent à respecter strictement la loi et réglementation marocaines en vigueur relativement à la lutte contre la corruption.

Chaque partie doit s'interdire de solliciter ou accepter tout avantage de nature à impacter et influencer son impartialité, et doit adopter à cet égard une totale transparence en dénonçant tout acte ou toute tentative de corruption à l'autre partie sans délais.

ARTICLE 29 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

1 - Dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du contrat, le titulaire est tenu de contracter une assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le ministre chargé des finances couvrant dès le début de l'exécution du contrat et pendant toute la durée de celui-ci :

- la responsabilité découlant de l'utilisation des véhicules automobiles pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- la responsabilité d'accident du travail survenant à ses agents conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage ne peut être tenu pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux ouvriers ou employés du titulaire ou de ses sous-traitants.

A ce titre, le titulaire garantira le maître d'ouvrage contre toute demande de dommages-intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toute nature relative à ces accidents.

Le titulaire est tenu d'informer par écrit le maître d'ouvrage de tout accident survenu pendant l'exécution du contrat et de le consigner sur le document de suivi s'il en est prévu un par le présent cahier des prescriptions spéciales.

Dans les mêmes conditions prévues aux alinéas ci-dessus et selon la nature des prestations objet du contrat, il peut être exigé du titulaire une assurance couvrant :

- la responsabilité civile en cas d'accident survenant à des tiers ou au maître d'ouvrage ou aux agents de ce dernier par le fait de l'exécution du contrat ;
- la perte ou la détérioration du matériel utilisé pour l'exécution du contrat.

2 - Ces dispositions ne sont pas applicables si le titulaire a déjà souscrit une police d'assurance couvrant de tels risques.

3 - Aucun règlement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas adressé au maître d'ouvrage les copies certifiées conformes des attestations des assurances contractées pour la couverture des risques énumérés au paragraphe 1 du présent article.

Le titulaire est tenu, chaque fois qu'il en est requis, de présenter sans délai la justification du paiement régulier des primes d'assurance prévues ci-dessus.

4 - Toutes les polices d'assurance mentionnées au paragraphe 1 du présent article doivent comporter une clause interdisant leur résiliation sans aviser au préalable le maître d'ouvrage.

Le prestataire est tenu au respect des obligations prévues par cet article en cas de reconduction de ses polices d'assurance. Le cas échéant, il doit fournir à l'ONDA les pièces justifiant la reconduction desdites polices.

CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 30 : CONTEXTE GENERAL

Le présent contrat a pour objet la **Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports** afin de satisfaire aux exigences de l'OACI et à la réglementation nationale en vigueur.

ARTICLE 31 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

Le prestataire s'oblige à :

- Remettre un planning exhaustif déclinant le déroulement de la formation requise ;
- Remettre un rapport détaillant la méthodologie adoptée pour la formation de maintien des compétences en anglais aéronautique des contrôleurs de la circulation aérienne.

ARTICLE 32 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Dans le cadre de ce contrat, le prestataire doit se conformer aux dispositions légales et réglementaires, mises à jour applicables, en matière de compétences linguistiques en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne.

Le titulaire du contrat doit être un organisme de formation en anglais générale et/ou aéronautique.

Le prestataire doit procéder à la formation en respectant les dispositions réglementaires, fixées par l'OACI en la matière.

Dans le cadre du présent contrat, le prestataire doit effectuer la formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne détenteurs de licence ou de carte stagiaire. Cette formation doit être basée sur un système valable, efficace et fiable pour garantir que les contrôleurs ont des niveaux adéquats de maîtrise de la langue anglaise conformément aux exigences internationales en la matière.

A la fin de la formation, le prestataire doit effectuer une évaluation à blanc des compétences linguistiques de chaque candidat en respectant l'échelle d'évaluation des compétences linguistiques, élaborée par l'OACI.

Le prestataire doit établir un programme de formation au niveau des centres d'instruction régionaux établis aux CCRs de Casablanca et d'Agadir, et aux aéroports de Casablanca, Tanger, Oujda, Fès, Marrakech et Agadir.

Ce programme sera soumis au Pôle Navigation Aérienne pour approbation.

Durant la période de la formation, le Pôle Navigation Aérienne se réserve le droit de substituer un centre d'instruction régional par un autre centre.

Le Pôle Navigation Aérienne se réserve le droit de désigner des observateurs pour superviser ladite formation.

Le prestataire doit établir un rapport des actions effectuées et des certificats de formation pour chaque candidat.

ARTICLE 33 : EXIGENCES DE L'ORGANISME DE FORMATION

- Le prestataire doit disposer des équipements et du matériel audio-visuel adaptés aux objectifs de formation en anglais aéronautique ;
- Les formateurs désignés par le prestataire doivent posséder une expertise en anglais aéronautique et général reconnue et mentionnée au niveau du CV à fournir ;
- Le prestataire doit garantir une traçabilité permettant de s'assurer que la formation requise a bien été réalisée.

Attention : le temps imparti aux différentes formations doit être pris en compte dans la planification des contrôleurs aériens, pour ne pas perturber la continuité du service au sein des différents organismes de contrôle aérien.

ARTICLE 34 : PLANNING DE FORMATION

Le planning de la réalisation de cette prestation sera arrêté d'un commun accord entre le comité de suivi du projet et le prestataire de service, en tous les cas, il devrait tenir compte des contraintes professionnelles des contrôleurs de la circulation aérienne opérant dans les différentes plateformes aéroportuaires du Royaume du Maroc, de manière à ne pas perturber le fonctionnement normal du travail ni dégarner ces plateformes de cet effectif.

ARTICLE 35 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à :

- Réaliser les prestations dans les règles de l'art en mettant en œuvre tous les moyens et l'expertise nécessaires pour accomplir les tâches prévues dans ce contrat ;
- Désigner, par écrit, son représentant muni de pouvoirs et de prérogatives nécessaires pour assurer son rôle d'interlocuteur auprès du comité de suivi ;
- Exécuter la prestation selon un calendrier arrêté en commun accord avec le comité de suivi ;
- Participer aux réunions du comité de suivi, à la demande de ce dernier et à chaque fois qu'il s'avère nécessaire, et rédiger les procès-verbaux desdites réunions dans les quarante-huit (48) heures qui suivent ;
- Tenir des fiches de présence des participants à la formation et remettre une copie à l'ONDA à la fin de chaque phase de la formation ;
- Mettre à la disposition de chaque participant une documentation sur support papier ou sous format électronique ;
- Reprogrammer, sans aucune facturation supplémentaire, toute action de formation considérée non conforme à la qualité exigée par le comité de suivi ;

- Informer, de façon générale, l'ONDA de tout événement ou circonstance de nature à remettre en cause les délais assignés à la mission, en vue de permettre le déclenchement d'actions correctives ;
- Considérer comme confidentielles les informations de toute nature qu'il aura pu recueillir au sujet de l'ONDA au cours de l'exécution du présent contrat ;
- Se porter garant à l'égard de l'ONDA, du respect par ses intervenants du caractère confidentiel desdites informations ;
- Tous les documents fournis dans le cadre du présent contrat sont la propriété du maître d'ouvrage.
- Mettre à la disposition du comité de suivi, à l'issue de la formation les attestations de formation des candidats.

Enfin, le prestataire, du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent contrat, reconnaît avoir reçu de l'ONDA toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du contrat.

ARTICLE 36 : SUIVI DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT

Le déroulement de la prestation sera supervisé par un **comité national de suivi** dont la composition sera fixée par le maître d'œuvre.

Ce comité sera chargé notamment de :

- Suivre la réalisation des prestations ;
- Examiner et valider la teneur des documents remis ;
- Fournir au prestataire les données techniques et les informations disponibles nécessaires pour le bon déroulement de la prestation ;
- Déceler les insuffisances afin de réajuster la démarche ;
- Procéder au suivi du programme proposé par le prestataire et vérifier son adéquation par rapport aux objectifs fixés.

À cet effet, ce comité tiendra des réunions chaque fois que nécessaire.

ARTICLE 37 : LOGISTIQUE DE LA FORMATION

Lieu de formation

- Le déroulement de la formation se fera au niveau des CIR mentionnés à l'article « **CONSISTANCE DES PRESTATIONS** » du présent cahier de prescriptions spéciales ;
- L'ONDA se réserve le droit de changer le lieu d'exécution de la prestation ;
- Le prestataire doit assurer l'environnement technique et didactique nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- Le prestataire doit prendre en charge les animateurs proposés pour les fins d'exécution

du présent contrat et ce, quel que soit le lieu de la formation sans aucune facturation supplémentaire.

Horaires de formation :

La formation se déroulera selon le planning proposé par le prestataire en commun accord avec le comité de suivi.

Moyens et supports de la formation

Les différents supports utilisés peuvent être de type matérialisé (ouvrages, manuels...) ou dématérialisé (E-learning, DVD...).

Note : le recours à la simple lecture d'un manuel n'est pas acceptable à moins qu'elle ne soit encadrée précisément (chapitres à étudier /temps imparti à l'étude/support pédagogique pour guider l'étude).

Terminologie

Les termes techniques et acronymes utilisés dans les cours ne devraient pas s'éloigner de ceux avec lesquels les contrôleurs aériens sont familiers.

Contenu des formations (voir la fiche technique en annexe I).

ARTICLE 38 : EVALUATION DE LA FORMATION

Le prestataire est tenu de procéder à l'évaluation de ses prestations à la fin de chaque opération. Cette évaluation sera sanctionnée par un rapport qui portera notamment sur :

- Les objectifs pédagogiques ;
- Le contenu de la formation ;
- Le déroulement de la formation ;
- Le taux de participation, le degré de motivation et de satisfaction des participants ;
- Les problèmes rencontrés et les recommandations proposées, le cas échéant.

Annexe I : Contenu de la formation de maintien des compétences à titre indicatif

Thème de l'action	Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports
-------------------	---

FICHE TECHNIQUE**I. Objectif**

Assurer une formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne afin d'améliorer leurs connaissances et aptitudes dans les domaines de compétences ci-dessous :

- La prononciation ;
- La structure ;
- Le vocabulaire ;
- L'aisance ;
- La compréhension ;
- L'interaction.

L'objectif final visé à travers cette formation est de préparer les contrôleurs aériens au test de compétence linguistiques exigé par la réglementation nationale et internationale (niveau 4 OACI).

II. Description des domaines de compétences linguistique**II-1. La prononciation**

Suppose un parler ou un accent intelligible pour la communauté aéronautique. La prononciation, l'accent tonique, le rythme et l'intonation ne doivent pas nuire à la facilité de compréhension.

II-2. La structure

Les structures grammaticales et phrastiques applicables sont déterminées par des fonctions linguistiques appropriées à la tâche. Les structures grammaticales et phrastiques de base sont utilisées de façon créative et sont habituellement bien maîtrisées. Des erreurs peuvent se produire, particulièrement dans des situations inhabituelles ou imprévues, mais elles altèrent rarement le sens de l'information.

II-3. Le vocabulaire

Le répertoire lexical devrait être suffisamment riche et précis pour communiquer efficacement sur des sujets courants, concrets ou professionnels. Le candidat réussit à utiliser des paraphrases pour combler les lacunes lexicales dans des situations inhabituelles ou imprévues.

II-4. L'aisance

Le candidat peut parler relativement longtemps avec un débit approprié. Peut parfois perdre la fluidité d'expression en passant des formules apprises à l'interaction spontanée, mais sans que cela empêche une communication efficace. Les mots de remplissage ne distraient pas l'attention.

II-5. La compréhension

Compréhension généralement exacte sur des sujets courants, concrets ou professionnels, lorsque l'accent ou le parler utilisés sont suffisamment intelligibles pour une communauté internationale d'utilisateurs. Devant une difficulté linguistique, une situation complexe ou un événement imprévu, la compréhension peut être plus lente ou exiger des stratégies de clarification.

II-6. L'interaction

Les réponses sont habituellement immédiates, appropriées et informatives. Le candidat amorce et soutient une conversation même dans des situations imprévues, et réagit correctement lorsqu'il semble y avoir un malentendu, en vérifiant, confirmant ou clarifiant l'information.

III. Portée de la formation de maintien des compétences

Le programme de la formation de maintien des compétences, mise en place pour chaque candidat, doit lui permettre de satisfaire aux conditions suivantes :

- a. Pouvoir communiquer efficacement dans les échanges en phonie (téléphone/radiotéléphone) et en face à face ;
- b. Pouvoir s'exprimer avec précision et clarté sur des sujets courants, concrets et professionnels ;
- c. Pouvoir utiliser des stratégies de communication appropriées pour échanger les messages et pour détecter et résoudre les malentendus (par exemple pour vérifier, confirmer ou clarifier des informations) dans un contexte général ou professionnel ;
- d. Pouvoir traiter efficacement et assez facilement les difficultés linguistiques induites par des complications ou des événements imprévus survenant dans le cadre d'une situation de travail ordinaire ou d'une tâche de communication qu'ils connaissent bien en temps normal ;
- e. Pouvoir utiliser un dialecte ou un accent compréhensible pour la communauté aéronautique.
- f. Être préparé aux tests de compétences linguistiques requis par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

IV. Effectif et Durée de formation par groupe

- Effectif participant : 500 personnes
- Nombre de groupes : 50
- Durée de formation par groupe : 5 jours ouvrables

Consultation ouverte N° 095/26/CO/ONDA

Formation de maintien des compétences en anglais aéronautique au profit des contrôleurs de la circulation aérienne de l'Office National des Aéroports

Le présent projet de contrat est validé par les directions de l'ONDA chacune en ce qui la concerne.

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<p>Directeur du Pôle Navigation Aérienne Rôle Navigation Aérienne Directeur des Opérations SAÏD TSOULI HAZIME</p> <p>Signé: M. Abdelhalim EL KARIMI</p>	<p>Chet du Département des Achats</p> <p>Le Directeur des Achats et de la Logistique karnal Rahhaoui</p>
Direction Générale de l'ONDA	
<p>Adel El Fakir Directeur Général Office National Des Aéroports</p> <p>Direction Générale OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS</p> <p>26 mai 2026</p>	
Concurrent	
CPS lu et accepté sans réserve	